

CÉDULE.—*Suite.*

STATUTS.	Chapitre.	Etendue de l'abrogation.
42-43 Victoria	48	Le tout.
42-43 Victoria.....	49	Le tout.
43-44 Victoria	36	Le tout.
44-45 Victoria	30	Le tout.
45 Victoria	40	Le tout.
46 Victoria	36	Le tout.
46 Victoria	37	Le tout.
46 Victoria	39	Le tout.
48 Victoria	5	Le tout.

CHAP. XCVII.

NOTE.—*Ce statut formera avec la loi électorale et la loi des élections contestées, le titre deuxième des statuts refondus de la province de Québec.*

Acte concernant le pouvoir législatif.

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

SECTION PREMIÈRE.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

§ 1.—*De la législature.*

Composition de
la législature.

I. Ainsi que le prescrit "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," la Législature de la province de Québec se compose du Lieutenant-Gouverneur, et de deux chambres appelées le Conseil Législatif de Québec et l'Assemblée Législative de Québec. A. U., s. 71.

2. Chaque élection générale des députés de l'assemblée législative constitue une nouvelle législature. S. R. C., c. 1, s. 25. Effet d'une élection générale.

§ 2.—*Du décès du souverain.*

3. Aucune législature de la province ne cesse ni n'est dissoute par le décès du souverain; mais elle continue, et peut se réunir, s'assembler et siéger, procéder et agir malgré tel décès, de la même manière que si ce décès n'avait pas eu lieu. 32 V., c. 5, s. 1. Législature dans le cas de décès du souverain.

SECTION DEUXIÈME.

DU CONSEIL LÉGISLATIF.

§ 1.—*De la composition du conseil législatif.*

4. Le conseil législatif de Québec se compose de vingt-quatre membres, appelés conseillers législatifs. Ils sont nommés à vie par le lieutenant-gouverneur au nom de la reine, par instrument sous le grand sceau de la province de Québec, et doivent, chacun d'eux, représenter une des vingt-quatre divisions de la province pour le conseil législatif. A. U., s. 72. Composition du conseil législatif.

§ 2.—*De l'orateur du conseil législatif.*

5. Avant la première session de chaque législature, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un des membres du conseil législatif, orateur de ce conseil. 45 V., c. 3, s. 1. Nomination de l'orateur.

6. L'orateur est nommé pour la durée de la législature. 45 V., c. 3, s. 2. Durée de sa charge.

7. S'il survient une vacance dans cette charge, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un autre des membres du conseil législatif pour la remplir. 45 V., c. 3, s. 3. Son remplacement en cas de vacance.

8. Si l'orateur quitte le fauteuil pendant le cours d'une séance, il est remplacé, en son absence, par le conseiller législatif qu'il choisit comme président temporaire. 45 V., c. 3, s. 5. Son remplacement s'il quitte le fauteuil pendant une séance.

Son remplacement en cas de maladie.

9. Si l'orateur, par maladie ou autrement, ne peut pas être présent à l'ouverture d'une séance, le conseil législatif étant informé de ce fait par le greffier, nomme un autre de ses membres comme président temporaire, pour le remplacer durant son absence de cette séance.

Son remplacement pour défaut d'occuper le fauteuil pendant 48 heures.

10. Si l'orateur n'occupe pas le fauteuil pendant quarante-huit heures consécutives, le conseil législatif peut nommer un autre de ses membres comme président temporaire, pour agir comme orateur durant l'absence de ce dernier. 45 V., c. 3, s. 4.

Orateur, exclu du conseil exécutif.

11. L'orateur ne peut pas être membre du conseil exécutif de la province. 45 V., c. 3, s. 7.

SECTION TROISIÈME.

DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

§ 1.—*De la représentation.*

Composition de l'assemblée législative.

12. L'assemblée législative de Québec se compose de soixante-cinq députés. A. U., s. 80.

Districts formant un collège électoral.

13. Chacun des districts électoraux des comtés de Argenteuil, Bagot, Beauce, Beauharnois, Bellechasse, Berthier, Bonaventure, Brome, Chambly, Champlain, Charlevoix, Chateauguay, Compton, Deux Montagnes, Dorchester, Gaspé, Hochelaga, Huntingdon, Iberville, Jacques Cartier, Joliette, Kamouraska, Laprairie, L'Assomption, Laval, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Maskinongé, Mégantic, Missisquoi, Montcalm, Montmagny, Montmorency, Napierville, Nicolet, Ottawa, Pontiac, Portneuf, Québec, Richelieu, Rimouski, Rouville, Shefford, Soulanges, Stanstead, Saint Hyacinthe, Saint Jean, Saint Maurice, Témiscouata, Terrebonne, Vaudreuil, Verchères et Yamaska, forme un collège électoral et envoie un député pour le représenter dans l'assemblée législative. S. R. C., c. 2, s. 10.

Districts unis formant un collège électoral.

14. Les districts électoraux unis des comtés de Chicoutimi et Saguenay forment un seul collège électoral; et il en est ainsi des districts électoraux unis des comtés de Drummond et Arthabaska et des districts électoraux unis des comtés de Richmond et Wolfe. Chacun de ces

trois collèges électoraux envoie un député pour le représenter dans l'assemblée législative. S. R. C., c. 2, ss. 7 et 10.

15. Chacun des trois districts électoraux de la cité de Montréal, des trois districts électoraux de la cité de Québec, et des districts électoraux des cités de Sherbrooke et Trois-Rivières, forme un collège électoral et envoie un député pour le représenter dans l'assemblée législative. S. R. C., c. 2, s. 10 ; 23 V., c. 1, s. 1.

Cités formant
des collèges
électoraux.

§ 2.—De l'éligibilité.

16. Un député à l'assemblée législative doit être âgé de vingt-un ans, du sexe masculin, sujet de Sa Majesté par naissance ou naturalisation et exempt de toute incapacité légale. 45 V., c. 7, s. 1.

Cens d'éligibilité des députés.

§ 3.—De l'incompatibilité.

17. Nul conseiller législatif n'est éligible comme député à l'assemblée législative, ni ne peut y siéger ou voter en cette qualité. 32 V., c. 2, s. 1.

Conseillers législatifs, incapables d'être députés.

18. Nul membre du sénat ou de la chambre des communes du Canada, n'est éligible comme député à l'assemblée législative, ni ne peut y siéger ou voter en cette qualité. 37 V., c. 4, s. 1.

Membres du sénat, etc., incapables d'être députés.

19. Un député à l'assemblée législative qui consent à se porter candidat à une élection pour la chambre des communes, ou accepte la charge de sénateur, rend son siège vacant et cesse d'être député, et ne peut siéger ou voter en cette qualité. 37 V., c. 4, s. 2.

Député, candidat aux communes, etc., incapable de siéger au local.

20. Quiconque commet une infraction aux dispositions des articles 18 ou 19 encourt une amende de mille piastres pour chaque jour qu'il siége ou vote.

Amende pour infraction aux articles 18 ou 19.

Cette somme peut être recouvrée par celui qui en fait la poursuite devant un tribunal compétent. 37 V., c. 4, s. 3.

Recouvrement de cette amende.

§ 4.—De l'inhabilité.

21. Quiconque a été trouvé coupable de manœuvres frauduleuses, par un tribunal chargé de connaître des

Personnes trouvées coupables de ma-

noeuvres frauduleuses dans une élection, inéligibles.

Proviso.

pétitions d'élection, est inéligible comme député à l'assemblée législative, et ne peut y siéger ou voter, durant les sept années qui suivent la décision du tribunal ; mais si les témoins sur le témoignage desquels une personne a été ainsi rendue inhabile, ou quelqu'un d'eux, sont convaincus de parjure au sujet de leur témoignage, le tribunal devant lequel la conviction de parjure a lieu peut relever cette personne de son inhabilité. 38 V., c. 7, ss. 267, 270 et 271.

Personnes inhabiles à siéger aux communes inéligibles.

22. Quiconque est inhabile à siéger dans la chambre des communes pour cause de manœuvres frauduleuses, est inéligible comme député à l'assemblée législative et ne peut y siéger ou voter, pendant toute la durée de cette inhabilité. 38 V., c. 7, s. 277.

§ 5.—De la démission des députés.

Résignation d'un député de son siège. Mention qui en est faite par le greffier.

23. Un député peut verbalement résigner son siège de sa place dans l'assemblée législative.

Le greffier doit faire mention de sa résignation dans les journaux de la chambre, et l'orateur, sous son seing, adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un nouveau député, en remplacement du résignataire ; et un bref est émis en conséquence. 32 V., c. 3, s. 8.

Résignation d'un député par déclaration à l'orateur.

24. Un député peut encore durant une session, ou dans l'intervalle entre deux sessions, adresser et faire délivrer à l'orateur une déclaration de résignation par un écrit sous son seing, en présence de deux témoins.

Mandat en conséquence pour bref d'élection.

Sur la délivrance de cette déclaration, l'orateur, sous son seing, adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un nouveau député, en remplacement du résignataire ; et un bref est émis en conséquence.

Entrée de la déclaration.

Une entrée de cette déclaration est ensuite faite dans les journaux de la chambre. 32 V., c. 3, s. 9.

Résignation d'un député entre deux sessions.

25. Si un député désire résigner son siège dans l'intervalle entre deux sessions et qu'il n'y ait pas alors d'orateur, ou que l'orateur soit absent de la province, ou si ce député est lui-même l'orateur, il peut adresser et faire remettre à deux députés une déclaration semblable.

Mandat pour bref d'élection dans ce cas.

Sur la remise de cette déclaration, ces deux députés peuvent adresser, sous leurs seings, leur mandat au greff-

fier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un nouveau député, en remplacement du résignataire ; et un bref est émis en conséquence.

Une entrée de cette déclaration est ensuite faite dans les journaux de la chambre. 32 V., c. 3, s. 10.

Entrée de la déclaration.

26. En adoptant un des procédés ci-dessus, un député rend son siège vacant, et cesse d'être député à l'assemblée législative. 32 V., c. 3, s. 11.

Effet des procédés ci-dessus.

27. Un député ne peut résigner son siège lorsque son élection est légalement contestée, ni avant l'expiration du temps durant lequel elle peut, en vertu de la loi, être contestée, sur d'autres motifs que ceux de corruption. 32 V., c. 3, s. 12.

Résignation, non valable si l'élection du député est contestée.

§ 6.—Des vacances dans l'assemblée.

28. S'il survient une vacance dans l'assemblée législative par le décès d'un député, ou parce qu'il a accepté une charge, une commission ou un emploi, ou qu'il est intéressé dans un contrat public, ou qu'il s'est porté candidat à une élection pour la chambre des communes du Canada, ou a accepté la charge de sénateur ou de conseiller législatif, l'orateur, étant informé de cette vacance par un député parlant de son siège, ou par avis par écrit sous les seings de deux députés, adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un député à l'effet de remplir cette vacance ; et un bref est émis en conséquence. 32 V., c. 3, s. 13.

Mandat pour bref d'élection dans le cas de décès d'un député, etc.

29. Si, lors de la survenance de telle vacance, ou si, en tout temps ensuite avant l'émission du mandat, il n'y a pas d'orateur de la chambre, ou si l'orateur de la chambre est absent de la province, ou si le député dont le siège devient vacant est l'orateur lui-même, deux députés adressent, sous leurs seings, leur mandat au greffier de la couronne en chancellerie, pour qu'il émette ce bref, et un bref est émis en conséquence. 32 V., c. 3, s. 14.

Mandat par deux députés s'il n'y a pas d'orateur.

30. Si cette vacance a lieu subséquemment à une élection générale, et avant la première réunion de la nouvelle législature, l'élection qui doit se faire en vertu de tel bref, n'affecte pas les droits d'une personne qui peut avoir raison de contester l'élection précédente ; et le rapport du tribunal chargé de juger cette élection précédente, s'il est

Nouvelle élection n'empêche pas de contester la précédente.

Effet du rapport de l'élection précédente.

en faveur d'un candidat autre que la personne déclarée élue, rend nulle l'élection subséquente, et donne droit au candidat ainsi déclaré régulièrement élu à l'élection précédente, de prendre son siège comme si l'élection subséquente n'avait pas eu lieu. 32 V., c. 3, s. 15 ; 38 V., c. 8, s. 8.

§ 7.—*De la durée de l'assemblée.*

Durée de chaque assemblée.

Proviso.

31. La durée de chaque assemblée législative est de cinq années, à compter du jour du rapport des brefs pour l'élection générale des députés ; mais le lieutenant-gouverneur a toujours droit de la dissoudre plus tôt, s'il le juge à propos. 44-45 V., c. 7, ss. 1 et 2.

§ 8.—*De la législation financière.*

Bills qui doivent originer à l'assemblée.

32. Ainsi que le prescrit "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867", tout bill pour l'affectation de deniers publics, ou pour l'imposition de taxes ou la création d'impôts, doit originer dans l'assemblée législative. A. U., ss. 53 et 90.

Message du lieutenant-gouverneur, exigible dans certains cas.

33. L'assemblée législative n'adopte ni ne passe de vote, résolution, adresse ou bill, pour l'affectation de deniers formant partie du fonds consolidé du revenu, ou pour l'affectation de taxes ou impôts, à des objets qui n'ont pas été d'abord recommandés par un message du lieutenant-gouverneur durant la session où ces vote, résolution, adresse ou bill sont proposés. 31 V., c. 9, s. 5.

§ 9.—*De l'orateur de l'assemblée.*

Président temporaire de l'assemblée dans certains cas.

34. Si l'orateur de l'assemblée législative quitte le fauteuil durant une séance, il doit appeler un député au fauteuil comme président temporaire, pour agir comme orateur durant le reste du jour, à moins que l'orateur ne reprenne lui-même le fauteuil avant la fin de la séance. 31 V., c. 4, s. 1.

Président temporaire en cas de maladie de l'orateur, etc.

35. Si l'orateur, par maladie ou autrement, ne peut pas être présent à l'ouverture d'une séance, l'assemblée législative, étant informée de ce fait par le greffier, nomme un député comme président temporaire, pour le remplacer durant son absence de cette séance.

§ 10.—*De l'économie intérieure de l'assemblée.*

Commission interne de l'assemblée.

36. L'orateur de l'assemblée législative et trois membres du conseil exécutif étant députés, choisis par le lieutenant-

gouverneur et dont les noms, qualités officielles et nomination, sont communiqués à l'assemblée par message du lieutenant-gouverneur dans la première semaine de chaque session, sont nommés et constitués commissaires aux fins de mettre les dispositions du présent paragraphe à exécution.

Trois de ces commissaires dont l'un doit être l'orateur, forment un quorum. 39 V., c. 12, s. 1. Quorum de la commission.

37. Le greffier de l'assemblée législative doit préparer, annuellement, un état estimatif des sommes que la législature sera probablement appelée à pourvoir pour le paiement de l'indemnité et des frais de route des députés, du traitement de l'orateur, et des salaires, allocations et dépenses contingentes de la chambre et des différents officiers et employés sous le contrôle du greffier, ainsi que de la papeterie de la chambre, pour l'exercice commençant le premier juillet suivant. Etat annuel que doit préparer le greffier de l'assemblée.

Le sergent d'armes de l'assemblée législative doit aussi préparer, annuellement, un état estimatif des sommes que la législature sera probablement appelée à pourvoir pour le paiement des salaires et allocations des messagers, portiers et serviteurs de la chambre sous son contrôle, ainsi que des dépenses à encourir sous son autorité, pour l'exercice commençant le premier juillet suivant. Etat par le sergent d'armes.

Ces états estimatifs sont soumis à l'approbation de l'orateur, et peuvent être modifiés et approuvés selon que ce dernier le juge à propos. Approbation de ces états.

L'orateur doit préparer un état estimatif des sommes nécessaires pour les différents services ci-haut énumérés et y apposer sa signature. Etat estimatif par l'orateur.

Ces différents états estimatifs, du greffier, du sergent d'armes et de l'orateur sont, par ce dernier, transmis au trésorier pour son approbation, et doivent être mis séparément devant l'assemblée législative, avec le budget pour l'année. 39 V., c. 12, s. 2. Transmission au trésorier de ces états par l'orateur.

38. Les sommes d'argent votées par la législature sur ces états estimatifs, ou payables aux députés pour leur indemnité et frais de route, ainsi qu'à l'orateur pour son traitement, sont remises et confiées au trésorier et placées à la disposition des commissaires ou de trois d'entre eux, dont l'un est l'orateur, et sont payées ou transférées à eux ou à leur ordre en tels montants qu'ils jugent nécessaires. 39 V., c. 12, s. 4. Sommes votées sur ces états, placées pour la commission.

39. Les sommes énumérées dans l'article précédent sont payées conformément aux ordres émis par les commissaires. Mode de paiement de telles sommes.

Comptable de
l'assemblée.

L'orateur nommé dans ce but un comptable de l'assemblée législative, et exige de lui qu'il donne en garantie de l'accomplissement fidèle de ses devoirs, un cautionnement pour le montant que les commissaires jugent convenable. 39 V., c. 12, s. 5.

Compte ouvert
dans une
banque au
crédit du
comptable.

40. Un compte est ouvert dans une des banques du Canada, au nom du comptable, et les commissaires paient ou transfèrent les sommes qu'ils croient nécessaires à cette fin, au crédit du comptable, au moyen d'un ordre signé par l'orateur et deux autres des commissaires.

Cas de décès
du comptable.

Survenant le décès ou la démission du comptable, les sommes portées à son crédit dans ce compte sont immédiatement remises par la banque aux commissaires. 39 V., c. 12, s. 5.

Remise au
fonds consolidé
de la balance
s'il y en a.

41. Dans le cas où les sommes votées par la législature seraient, pour un exercice, plus que suffisantes pour payer et acquitter les charges auxquelles elles doivent faire face, les commissaires doivent, à la fin de cet exercice, remettre le surplus au trésorier, pour faire partie du fond consolidé du revenu. 39 V., c. 12, s. 7.

Pouvoir de
l'orateur après
la dissolution
de l'assem-
blée.

42. Pour les fins du présent paragraphe, la personne qui remplit la charge d'orateur lors de la dissolution de l'assemblée législative, est considérée comme orateur jusqu'à ce qu'un orateur ait été nommé par la nouvelle assemblée. 39 V., c. 12, s. 8.

Pouvoir des
commissaires
en cas de
décès, etc., de
l'orateur après
la dissolution.

43. Dans le cas où l'orateur décède, devient inhabile à remplir ses fonctions, ou s'absente de la province pendant la dissolution ou la prorogation de la législature, les trois autres commissaires peuvent donner suite aux dispositions du présent paragraphe. 39 V., c. 12, s. 8 ; 43-44 V., c. 20, s. 1.

§ 11.—Des employés de l'assemblée.

Enquêtes par
l'orateur sur
plaintes contre
un officier.

44. Si une plainte ou remontrance est faite à l'orateur, au sujet de l'inconduite ou de l'incompétence d'un officier, employé, messenger, portier ou serviteur de l'assemblée législative, l'orateur peut faire faire une enquête sur la conduite ou les aptitudes de cette personne.

Suspension de
cet officier.

Si, à la suite de cette enquête, l'orateur est convaincu que cette personne s'est rendue coupable d'inconduite ou qu'elle est inhabile à remplir sa charge, il peut, si elle a été nommée par la couronne, la suspendre de ses fonctions et

faire rapport de cette suspension au lieutenant-gouverneur; mais si elle n'a pas été nommée par la couronne, l'orateur peut la suspendre ou la démettre, selon le cas. 39 V., c. 12, s. 9.

45. Avant d'entrer en exercice, le greffier de l'assemblée législative doit prêter et souscrire le serment d'allégeance devant l'orateur, et tous les autres officiers, employés, messagers et portiers de l'assemblée, doivent le prêter devant le greffier.

Serment d'allégeance par les officiers.

Le greffier doit garder un registre de ces serments. 39 V., c. 12, s. 10.

Registre de ces serments.

SECTION QUATRIÈME.

DES DEUX CHAMBRES.

§ 1.—*Des immunités et privilèges des deux chambres.*

46. Sauf les privilèges de l'autre chambre, chacune des chambres de la législature peut ordonner et rendre obligatoire, devant elle ou devant chacun de ses comités, la comparution de toute personne ou la production de toute pièce qu'elle juge nécessaire pour ses actes ou délibérations. 33 V., c. 5, s. 2.

Pouvoir des chambres d'obliger les personnes de comparaître.

47. Nulle personne ne peut être responsable en dommages, ou en tout autre recours, à raison d'actes accomplis sous l'autorité de l'une ou de l'autre chambre, dans la mesure de ses pouvoirs, ou en vertu d'un mandat émis sous cette autorité. 33 V., c. 5, s. 3.

Protection de ceux qui agissent en vertu de l'autorité des chambres.

48. Les mandats émis sous l'autorité de l'une ou de l'autre chambre peuvent commander l'aide et l'assistance de tout shérif, constable ou de toute autre personne; et le refus ou le défaut de donner tels aide et assistance lorsque requis, constitue une violation aux dispositions du présent paragraphe. 33 V., c. 5, s. 3.

Assistance en vertu des mandats émis sous leur autorité.

49. Les actes suivants sont défendus et considérés comme infractions aux dispositions du présent paragraphe :

Infraction au présent paragraphe.

1. Commettre des voies de fait sur la personne d'un conseiller législatif ou d'un député, ou proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires à son adresse, pendant la session, ou pendant les vingt jours qui précèdent et les vingt jours qui suivent chaque session ;

Injures, etc.

2. Molester, menacer ou tenter de violenter ou d'intimider un conseiller législatif ou un député ;

Intimidations, etc.

- Corruptions, etc. 3. Chercher à corrompre un conseiller législatif ou un député, en lui offrant des présents, ou l'acceptation par l'un d'eux, de présents ainsi offerts ;
- Molestation des officiers. 4. Commettre des voies de fait sur la personne des officiers de l'une ou de l'autre chambre, et apporter des empêchements à l'accomplissement de leurs devoirs ;
- Subornation des témoins. 5. Suborner ou tenter de suborner des témoins au sujet du témoignage qu'ils doivent donner devant l'une ou l'autre chambre, ou devant tout comité de l'une ou de l'autre chambre ;
- Falsification de documents. 6. Présenter à l'une ou à l'autre chambre, ou à l'un des comités d'icelles, quelque document faux ou falsifié, dans le dessein de tromper telle chambre ou tel comité.
- Falsification d'archives, etc. 7. Le fait de fabriquer, de falsifier ou d'altérer illégalement les archives de l'une ou de l'autre chambre, ou de l'un des comités d'icelles, ou les documents ou pétitions présentés ou produits devant telle chambre ou tel comité ou qui doivent l'être, ou le fait d'apposer ou de souscrire le nom d'une personne sur ces documents ou pétitions, dans le dessein de tromper ou d'induire en erreur. 33 V., c. 5, s. 4.

Liberté de parole des conseillers et députés. 50. Nul conseiller législatif ou député n'est sujet à une action, à une arrestation ou à un emprisonnement, ou à des dommages et intérêts, à raison d'une matière ou chose par lui présentée par pétition, bill, résolution, proposition ou autrement, devant la chambre, ou à raison de paroles par lui prononcées devant cette chambre.

Effet de la poursuite ou de l'arrestation. Le fait d'intenter une telle action, de procurer ou opérer une telle arrestation ou un tel emprisonnement et d'adjuger des dommages et intérêts, est considéré comme une violation aux dispositions du présent paragraphe. 33 V., c. 5, s. 5.

Exemption d'arrestation durant les sessions. 51. Excepté pour une infraction aux dispositions du présent paragraphe, nul conseiller législatif ou député, ne peut être arrêté, détenu ou molesté à raison de dette ou cause quelconque d'une nature civile, pendant la durée des sessions, ni pendant les vingt jours qui précèdent ou les vingt jours qui suivent.

Effet de telle arrestation. Toute telle arrestation, détention ou molestation, constitue une infraction aux dispositions du présent paragraphe. 33 V., c. 5, s. 6.

Exemption des membres et officiers de servir comme jurés, etc. 52. Durant les périodes de temps mentionnées dans l'article précédent, tout conseiller législatif et député, et tout officier et employé de l'une ou de l'autre chambre, et tout témoin assigné à comparaître devant ces chambres ou un comité d'icelles, sont exempts de servir ou d'assister

comme jurés devant aucun tribunal en cette province, ou comme témoins dans les matières civiles. 33 V., c. 5, s. 7.

53. Quiconque commet une infraction aux dispositions du présent paragraphe, devient passible d'un emprisonnement pour telle période de la session siégeant alors, qui est déterminée par la chambre qui s'est enquis de cette infraction. 33 V., c. 5, s. 8.

Punition pour infraction à ce paragraphe.

54. Toutes les infractions aux dispositions du présent paragraphe peuvent être l'objet d'une recherche sommaire de la part de la chambre contre laquelle elles ont été commises, de la manière et en la forme que la chambre juge à propos; et pour les fins du présent paragraphe, chacune des chambres est investie de tous les pouvoirs et de toute la juridiction nécessaires pour examiner, juger et prononcer sentence sur ces infractions, et pour infliger et faire exécuter la peine prescrite par le présent paragraphe pour icelles infractions. 33 V., c. 5, s. 9.

Enquêtes au sujet de ces infractions et leurs punitions.

55. Dans le cas où il est intenté une action civile à raison ou en conséquence de la publication de quelque exemplaire d'un rapport, d'un document, ou d'un procès-verbal des votes ou délibérations de l'une ou de l'autre chambre, le défendeur peut, en tout état de cause, produire devant le tribunal ou le juge, ce rapport, ce document, ou ce procès-verbal des votes ou délibérations, ainsi que tel exemplaire, accompagné d'un affidavit constatant l'identité du rapport, du document, ou du procès-verbal des votes ou délibérations et attestant la fidélité de l'exemplaire.

Protection de ceux qui publient des documents des deux chambres

Sur cette production, le tribunal ou le juge doit suspendre immédiatement les procédures civiles ainsi intentées, et le bref ou l'ordre émis ainsi que toutes les procédures dans la cause deviennent de nul effet et doivent être rejetés. 33 V., c. 5, s. 10.

Devoir du tribunal dans le cas d'actions à ce sujet.

56. Il est permis, dans toute action civile intentée à raison de l'impression de quelque extrait ou résumé de tel rapport, document ou procès-verbal des votes ou délibérations, de produire, à l'appui de la dénégation générale, ce rapport, ce document ou ce procès-verbal des votes ou délibérations, et de démontrer que l'extrait ou le résumé a été publié de bonne foi et sans malice; si le tribunal ou le jury, selon le cas, est de cet avis, un jugement doit être prononcé ou un verdict doit être rendu en faveur du défendeur. 33 V., c. 5, s. 11.

Protection de ceux qui publient des extraits de ces documents.

57. Dans toute telle action, un exemplaire des journaux de l'une ou de l'autre chambre, imprimé ou paraissant être

Authenticité des copies des journaux des chambres.

imprimé par son ordre, doit être admis comme preuve de ces journaux par tout tribunal, juge, magistrat et autre, sans qu'il soit nécessaire d'apporter d'autre preuve pour attester que ces journaux ont été ainsi imprimés. 33 V., c. 5, s. 12.

§ 2.— *De l'indépendance de la législature.*

Incapacité des personnes qui occupent une charge lucrative de la province d'être conseillers ou députés.

58. Sauf les dispositions spéciales ci-après, nul, acceptant ou occupant une charge, une commission ou un emploi, d'une nature permanente ou temporaire, en vertu d'une nomination de la couronne ou du lieutenant-gouverneur, auquel un traitement annuel, ou des honoraires, allocations, émoluments ou profits de tout genre, venant de la province, sont attachés, ne peut être nommé conseiller législatif, ni n'est éligible comme député, et ne peut siéger ou voter en l'une ou en l'autre qualité, tant qu'il occupe cette charge, cette commission ou cet emploi. 36 V., c. 4, s. 1.

Exception quant aux conseillers exécutifs et certains officiers.

59. Rien dans l'article précédent ne rend cependant, à raison du traitement, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, le procureur-général, le solliciteur-général, le secrétaire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne et le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, ni aucun autre membre du conseil exécutif, inhabile à être nommé conseiller législatif ou à siéger ou à voter en cette qualité, ni ne rend aucun d'eux inéligible comme député à l'assemblée législative ou inhabile à y siéger ou à y voter, s'ils sont élus pendant qu'ils occupent cette charge. 32 V., c. 3, s. 2; 45 V., c. 2, s. 2; 48 V., c. 6, s. 2.

Incapacité des personnes qui occupent une charge lucrative de la puissance d'être conseillers ou députés.

60. Nul, acceptant ou occupant une charge, une commission ou un emploi, en vertu d'une nomination de la couronne, ou du gouverneur-général, auquel un traitement annuel, ou des honoraires, allocations, émoluments ou profits de tout genre, tenant lieu de traitement annuel, venant de la Puissance, sont attachés, ne peut être nommée conseiller législatif, ni n'est éligible comme député à l'assemblée législative, ni ne peut siéger ou voter en l'une ou en l'autre qualité, pendant qu'il occupe cette charge, cette commission ou cet emploi.

Exception quant aux sénateurs, etc.

2. Mais rien dans le présent article ne rend inhabile à siéger ou à voter ainsi au conseil législatif, l'orateur du sénat, ni aucun sénateur, à raison du traitement, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, ni aucun membre du conseil privé qui n'est pas inhabile à siéger ou à voter dans la chambre des communes du Canada.

3. Rien non plus dans le présent article ne rend inéligible, ou inhabile à siéger ou à voter, à raison du salaire, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, tout officier de milice ou milicien ne recevant pas de solde permanente comme officier de l'état major de la milice, ni aucun maître de poste dont l'emploi ne lui rapporte pas annuellement un salaire ou revenu total excédant cent piastres. 32 V., c. 3, s. 3 ; 37 V., c. 4, s. 1

Exception
quant aux
miliciens.

61. Nul, entreprenant, exécutant ou ayant directement ou indirectement, seul ou avec un autre, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un préposé ou d'une tierce partie, un contrat ou marché avec Sa Majesté, ou avec un officier ou département public de la province, se rattachant au service public de cette province, ou en vertu duquel des deniers publics de la province doivent être payés pour quelque service, ouvrage, matière ou chose, ne peut être nommé conseiller législatif, ni n'est éligible comme député, ni ne peut siéger ou voter en l'une ou en l'autre qualité. 32 V., c. 3, s. 4 ; 48 V., c. 3, s. 1.

Incapacité des
contracteurs
publics de la
province d'être
conseillers ou
députés.

2. Rien dans le présent article ne rend cependant inéligible, ou inhabile à siéger ou à voter, comme conseiller législatif ou député, une personne qui est actionnaire d'une compagnie constituée en corporation ayant un tel contrat ou marché, à l'exception d'une compagnie qui entreprend l'exécution de travaux publics.

Exception
quant aux con-
seillers et dé-
putés action-
naires dans
certaines com-
pagnies.

62. Quiconque déclaré inéligible ou inhabile à siéger ou à voter par les articles 58, 60 ou 61, siège ou vote, encourt une amende de mille piastres pour chaque jour qu'il siège ou vote ainsi ; cette somme peut être recouvrée par quiconque en fait la poursuite devant un tribunal compétent.

Amendes dans
les cas des sec-
tions 58, 60 ou
61.

2. Ces poursuites, pour être valables, doivent être intentées dans les douze mois à compter de la date où cette personne a ainsi siégé ou voté contrairement aux dispositions de ce paragraphe.

Prescription
dans les ac-
tions.

3. Tant qu'une telle poursuite est pendante, il ne doit être pris aucune autre semblable poursuite contre le même défendeur.

Nouvelle ac-
tion ne peut
être portée.

4. Le tribunal devant lequel a été portée une telle autre poursuite contrairement au sens et à l'esprit du présent article doit, sur motion du défendeur, suspendre les procédures en icelle, si telle poursuite en premier lieu mentionnée, est poursuivie effectivement et sans fraude. 29 V., c. 1, s. 1 ; 32 V., c. 3, s. 5 ; 47 V., c. 2, s. 4.

Suspension des
procédures
dans certains
cas.

5. Lorsqu'une poursuite a été portée, et que jugement a été rendu contre le défendeur, il ne peut être adopté de procédures dans aucune autre semblable poursuite contre la même personne, pour toute semblable offense commise avant que ce jugement lui ait été signifié.

Procédures
après le pro-
noncé du juge-
ment.

Nullité de l'élection d'un député inéligible.

63. Si une personne déclarée inéligible, aux termes du présent paragraphe, comme député à l'assemblée législative ou inhabile à y siéger ou à y voter, est néanmoins élue et rapportée comme tel, son élection et ce rapport sont nuls et de nul effet. 32 V., c. 3, s. 5.

Vacance du siège du député inéligible.

64. Si un député devient inhabile, aux termes du présent paragraphe, à siéger ou à voter dans l'assemblée législative, son élection devient nulle et son siège vacant, et un nouveau bref est émis immédiatement pour une nouvelle élection ; mais il peut être réélu, s'il est éligible aux termes de l'article 59. 32 V., c. 3, s. 6.

Proviso.

Effet de la démission d'un fonctionnaire de l'exécutif acceptant charge dans un certain délai.

65. Néanmoins, chaque fois qu'une personne remplissant la charge de procureur-général, de solliciteur-général, de secrétaire de la province, de trésorier de la province, de commissaire des terres de la couronne, ou de commissaire de l'agriculture et des travaux publics, résigne sa charge, et que dans un mois après sa résignation elle accepte quelque-une de ces charges, elle ne rend pas par là son siège vacant dans l'assemblée législative. 32 V., c. 3, s. 7 ; 45 V., c. 2, s. 2 ; 48 V., c. 6, s. 2.

Nullité des lettres patentes d'un conseiller devenu inhabile.

Pénalité contre lui s'il siége.

66. Lorsqu'un conseiller législatif devient inhabile aux termes de ce paragraphe, les lettres patentes en vertu desquelles il a été nommé deviennent nulles, et une autre personne doit être appelée à sa place au conseil législatif ; et toute personne ainsi inhabile, qui siége ou vote au conseil législatif, que les lettres patentes le nommant au conseil législatif aient été annulées ou non, encourt toutes les pénalités mentionnées en ce paragraphe. 32 V., c. 3, s. 16.

§ 3.—De l'assermentation des témoins.

Examen des témoins par les comités spéciaux des chambres.

67. Tout comité du conseil législatif ou de l'assemblée législative, siégeant dans l'exercice de ses fonctions, peut examiner les témoins sous serment, sur toute matière ayant rapport à l'affaire dont il s'occupe ; et à cet effet le président, ou tout membre du comité, peut administrer le serment au témoin, suivant la cédule ci-annexée. 32 V., c. 6, s. 1.

CÉDULE.

FORMULE DU SERMENT A ÊTRE ADMINISTRÉ.

Le témoignage que vous rendrez au comité, touchant, (mentionner ici l'affaire dont le comité s'occupe,) sera la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité. Ainsi que Dieu vous soit en aide.

§ 4.—*Du traitement des orateurs.*

68. L'orateur du conseil législatif reçoit un traitement annuel de deux mille piastres, sans préjudice de l'indemnité législative. 45 V., c. 3, s. 6. Traitement de l'orateur du conseil.

69. L'orateur de l'assemblée législative reçoit un traitement annuel de deux mille piastres, sans préjudice de l'indemnité législative. 41-42 V., c. 2, s. 2. Traitement de l'orateur de l'assemblée.

§ 5.—*De l'indemnité législative.*

70. Dans chaque session de la législature, il est alloué à chaque conseiller législatif et à chaque député, présent à telle session, six piastres pour chaque jour qu'il est présent, si la session ne s'étend pas au-delà de trente jours ; et si la session s'étend au-delà de trente jours, il est payé à chaque conseiller législatif et à chaque député, présent, une indemnité de six cents piastres par session. 48 V., c. 4, s. 1. Indemnité des conseillers législatifs et députés.

71. Une déduction à raison de cinq piastres par jour est faite sur cette indemnité pour chaque jour qu'un conseiller législatif ou un député n'assiste pas à la séance de la chambre à laquelle il appartient, ou à la séance d'un de ses comités, pourvu que la chambre siège ce jour-là ; mais chaque jour après le premier jour auquel ce conseiller législatif ou ce député est présent, qu'il n'y a point de séance de la chambre, ou qu'il n'a pu, pour cause de maladie, assister à la séance, et durant lequel il est à la capitale, est compté comme un jour pendant lequel il a été présent à cette session. 33 V., c. 4, s. 2. Dédution pour défaut d'assister aux séances. Proviso.

72. Nul conseiller législatif ou député n'a droit à cette indemnité, s'il n'a été présent au moins trente-et-un jours calculés comme susdit ; mais son indemnité pour tout nombre de jours moindre est de six piastres pour chaque jour qu'il est présent. 33 V., c. 4, s. 3. Nombre de présences pour avoir droit à l'indemnité.

73. L'indemnité peut être payée de temps à autre, selon que le conseiller législatif ou le député y a droit, jusqu'à concurrence de quatre piastres pour chaque jour qu'il a été présent ; le reste est retenu jusqu'à la fin de la session, et alors le paiement final en est effectué. 33 V., c. 4, s. 4 ; 39 V., c. 12, s. 12. Epoque du paiement de l'indemnité.

74. Si une personne n'est conseiller législatif ou député que pendant une partie de la session, elle a, dans ce cas, pourvu qu'elle l'ait été pendant plus de trente jours Indemnité s'il n'y a présence que pendant une partie de la session.

durant cette session, droit à l'indemnité, sauf la déduction pour n'avoir pas été présente, et en outre une déduction de six piastres pour chaque jour de la session qui s'est écoulé avant qu'elle soit devenue conseiller législatif ou député, ou après qu'elle a cessé de l'être ; mais si elle ne l'est que pendant trente jours seulement ou moins, elle n'a droit qu'à six piastres pour chaque jour. 33 V., c. 4, s. 5.

Allouances
pour frais de
voyage.

75. Il est aussi alloué à chaque conseiller législatif et à chaque député, dix centins pour chaque mille de distance entre le lieu de sa résidence et la capitale, la distance devant être calculée pour l'aller et le retour en prenant pour base la route postale la plus courte, et être déterminée et certifiée par l'orateur du conseil législatif ou de l'assemblée législative, suivant le cas. 33 V., c. 4, s. 6.

Déclaration
préalable du
paiement de
l'indemnité.

76. Sur une déclaration solennelle faite et signée par le conseiller législatif ou le député, devant le greffier du conseil législatif ou le comptable de l'assemblée législative, suivant le cas, indiquant le nombre de jours pendant lesquels il a été présent et le nombre de milles de distance qui lui donnent droit à son indemnité, et le montant de cette indemnité, déduction faite du nombre de jours (s'il y en a) qui doivent être déduits, la somme qui lui est due à la fin de chaque session, lui est payée par le greffier ou le comptable.

Formule de la
déclaration.

La déclaration peut être d'après la formule contenue dans la cédule ci-annexée et a le même effet qu'un affidavit dans la même forme. Elle doit rester entre les mains du greffier ou du comptable, suivant le cas, pour être conservée. 33 V., c. 4, s. 7 ; 39 V., c. 12, s. 12.

CÉDULE.

Je, A. B., un des conseillers législatifs, (ou un des députés à l'assemblée législative,) déclare solennellement que je réside à..... dans..... à une distance de..... milles de la cité de Québec, calculée sur la route postale la plus courte telle que déterminée par l'orateur de cette chambre.

Que le premier jour de la session de la législature de Québec qui a commencé le.....jour de.....mil huit cent..... pendant lequel je fus présent dans la cité de Québec, était lejour de.....mil huit cent.....

Que ce jour et à chaque jour de la session après ce jour où il y a eu séance de la chambre, j'ai été présent à cette séance, ou à la séance d'un comité de la chambre, * excepté

seulement..... * * pendant lesquels je n'ai pas pu assister aux séances à cause de maladie, bien que présent dans la cité de Québec. * * *

(Signature)

A. B.

Déclaré devant moi à Québec, ce..... jour de..... mil huit cent.....

(Signature)

C. D.

Greffier du Conseil Législatif.

(ou)

Comptable de l'Assemblée Législative.

Si le conseiller législatif *ou* le député a assisté à la séance de la chambre ou d'un comité à chaque jour de séance après le premier jour qu'il a ainsi assisté, les mots depuis * à * * * sont omis; et si son absence n'a pas été causée par maladie, les mots depuis * * à * * * sont omis.

Si la personne faisant la déclaration est devenue conseiller législatif ou député, ou a cessé de l'être depuis le commencement de la session, la formule est changée de manière à constater exactement les faits sur lesquels la somme qui lui est due doit être calculée. 33 V., c. 4, cédule.

77. Il est accordé à Sa Majesté, à même les deniers non appropriés formant partie du fonds consolidé du revenu, une somme suffisante pour mettre Sa Majesté en état d'avancer au greffier du conseil législatif et de remettre au trésorier de la province, respectivement, les sommes requises pour payer l'estimation du montant auquel doit s'élever cette indemnité. 33 V., c. 4, s. 8; 39 V., c. 12, s. 12.

Sommes affectées pour payer l'indemnité.

78. Le greffier du conseil législatif et le comptable de l'assemblée législative, doivent rendre compte des deniers qu'ils reçoivent en vertu du présent paragraphe ainsi que du paragraphe quatre de cette section, de la même manière qu'ils sont tenus de rendre compte des dépenses contingentes du conseil législatif et de l'assemblée législative; ils peuvent, respectivement, en employer le surplus au paiement des dépenses contingentes, et combler tout déficit dans le montant estimé, à même les deniers publics placés entre leurs mains, respectivement, applicables au paiement de ces dépenses contingentes. 33 V., c. 4, s. 9; 39 V., c. 12, s. 12.

Comptabilité du greffier et du comptable pour les sommes qu'ils ont reçues.

Emploi du surplus.

§ 6.—Des impressions.

79. Il doit être préparé annuellement, par un officier agissant à cette fin sous l'autorité du conseil législatif et de l'assemblée législative, un état estimatif des sommes

Etat estim. des sommes à voter pour impressions.

que la législature sera appelée à voter, pour le service d'impressions de l'exercice commençant le premier juillet suivant, lequel état est transmis au trésorier de la province pour son approbation, et est mis devant la législature avec le budget de l'année. 39 V., c. 12, s. 3.

Dépôt de ces
sommes.

80. Les sommes votées par la législature pour les impressions législatives sont versées entre les mains du trésorier de la province et employées par lui à défrayer ce service.

Compte ouvert
dans une
banque à cet
effet.

Un compte est ouvert pour ce service dans l'une des banques du Canada, sous le nom que prescrivent le conseil législatif et l'assemblée législative, et les sommes jugées nécessaires sont payées ou transférées, au nom de la personne choisie à cette fin, au fur et à mesure du progrès de l'ouvrage; il en est rendu compte dans le bilan annuel des comptes d'impressions. 39 V., c. 12, s. 6.

SECTION CINQUIÈME.

DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE.

Propriété des
livres, etc., de
la biblio-
thèque.

81. Les livres, peintures à l'huile, statues, cartes et autres articles qui sont en la possession collective du conseil législatif et de l'assemblée législative, appartiennent à Sa Majesté la reine, pour l'usage des deux chambres de la législature, et sont conservés dans des appartements convenables des édifices législatifs spécialement affectés à cet objet. 47 V., c. 4, s. 1.

Direction et
contrôle de la
bibliothèque.

82. La direction et le contrôle de la bibliothèque de la législature, ainsi que des officiers et employés y attachés, sont confiés à l'orateur du conseil législatif et à l'orateur de l'assemblée législative, lesquels sont assistés, pendant chaque session, par un comité collectif des deux chambres. 47 V., c. 4, s. 2.

Pouvoir des
deux orateurs
à ce sujet.

83. Les orateurs des deux chambres, assistés par le comité collectif, ont le pouvoir de décerner et établir, pour la gouverne de la bibliothèque et l'application régulière des sommes d'argent votées par la législature pour l'achat de livres, peintures à l'huile, statues, cartes et autres articles, les règlements qu'ils jugent à propos, lesquels sont sujets à l'approbation des deux chambres. 47 V., c. 4, s. 3.

84. Le personnel des officiers de la bibliothèque se compose d'un bibliothécaire et de deux commis, qui sont nommés par la couronne et restent en charge durant bon plaisir. 47 V., c. 4, s. 4. Personnel des officiers de la bibliothèque.

85. Les orateurs des deux chambres ont le pouvoir de nommer, pour le temps des sessions, tel nombre de commis, messagers et portiers qu'il est nécessaire pour le service effectif de la bibliothèque. 47 V., c. 4, s. 5. Employés de session de la bibliothèque.

86. Le bibliothécaire et les autres officiers et employés de la bibliothèque sont responsables de l'accomplissement fidèle de leurs devoirs officiels, tels que définis par les règlements. 47 V., c. 4, s. 6. Responsabilité des officiers.

87. Les salaires des officiers permanents de la bibliothèque sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil et sont, ainsi que les dépenses incidentes s'y rattachant et la papeterie, payés sur les fonds votés à cet effet par la législature. 47 V., c. 4, s. 7. Leurs salaires.

SECTION SIXIÈME.

DISPOSITIONS FINALES.

88. Les statuts et parties de statuts mentionnés dans la cédula ci-dessous sont abrogés, et le présent statut leur est substitué ; Clause abrogatoire.

Néanmoins le présent statut ne sera pas censé être une loi nouvelle, mais il sera interprété et aura force de loi comme une refonte et comme déclaratoire de la loi telle qu'elle se trouve dans les actes et parties d'actes ainsi abrogés et que le présent statut remplace.

Mais lorsque sur quelque point les dispositions du présent statut ne sont pas les mêmes que celles des actes ou parties d'actes abrogés et auxquels il est substitué, alors, en ce qui regarde les transactions, matières et choses subséquentes à l'époque de sa mise en vigueur, ses dispositions prévalent ; et quant aux transactions, matières et choses antérieures à cette époque, ce sont les dispositions des actes ou parties d'actes abrogés qui doivent prévaloir.

CÉDULE.

STATUTS.	Chapitre.	Etendue de l'abrogation.
Statuts Refondus, Canada.....	1	Section 25.
Statuts Refondus, Canada.....	2	Sections 7 et 10.
23 Victoria.....T.....	1	Section 4.
29 Victoria.....	1	Le tout.
31 Victoria.....	4	Le tout.
31 Victoria.....	9	Section 5.
32 Victoria.....	3	Le tout.
32 Victoria.....	5	Le tout.
32 Victoria.....	6	Le tout.
32 Victoria.....	7	Le tout.
33 Victoria.....	4	Le tout.
33 Victoria.....	5	Le tout.
36 Victoria.....	4	Le tout.
37 Victoria.....	4	Le tout.
38 Victoria.....	8	Section 8.
39 Victoria.....	12	Le tout.
41-42 Victoria.....	2	Le tout.
43-44 Victoria.....	20	Le tout.
44-45 Victoria.....	7	Le tout.
45 Victoria.....	3	Le tout.
45 Victoria.....	7	Le tout.
47 Victoria.....	2	Section 4.
47 Victoria.....	4	Le tout.
48 Victoria.....	3	Section 1.
48 Victoria.....	4	Le tout.